

OLIVIER DABÈNE

L'Amérique latine à l'époque contemporaine

Neuvième édition

ARMAND COLIN


COLLECTION U

Histoire

Illustration de couverture : Migrants vénézuéliens attendant une distribution de nourriture à La Parada, en Colombie, le 11 février 2019

© Ivan Valencia/Bloomberg via Getty Images

Maquette de couverture : L'Agence libre

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
	

© Armand Colin, 2020 pour la présente édition

© Armand Colin, 1994, 1997, 1999, 2003, 2005, 2006, 2011, 2016

Armand Colin est une marque de
Dunod Éditeur, 11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff

www.armand-colin.com

ISBN 978-2-200-62258-9

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Pour Mili



Avant-propos

DEPUIS L'ÉPOQUE de la « première mondialisation »¹, provoquée par l'aventure coloniale ibérique, l'Amérique latine appartient à plusieurs mondes. À l'époque contemporaine, les pages qui suivent le montreront, trois espaces et trois temporalités s'y entrecroisent.

Pleinement intégrée à l'économie mondiale depuis la fin du XIX^e siècle, le continent subit les contrecoups des crises internationales, comme dans les années 1930 ou 1980 ou 2009, et participe du temps mondial de la démocratie, après la Seconde Guerre mondiale ou dans les années 1980-1990. Mais son voisinage avec les États-Unis l'expose aux aléas de la politique étrangère de ce pays, tantôt accommodante voire généreuse, tantôt agressive voire brutale, et souvent dédaigneuse. L'insertion mondiale et la proximité de la superpuissance n'empêchent cependant pas l'Amérique latine de posséder son propre temps, son rythme, sa trajectoire historique.

Cette triple appartenance dote la région de cycles historiques particuliers et façonne ses traits de développement.

L'étude des difficultés qu'ont rencontrées les différents pays d'Amérique latine à trouver un ordre politique stable, compatible avec un développement économique harmonieux, de la fin du XIX^e siècle à nos jours, constitue le fil conducteur de cet ouvrage, qui s'organise autour de quelques périodes historiques dont les caractéristiques politiques, économiques, sociales et culturelles scandent l'évolution du continent.

Ainsi sont examinés l'entrée de l'Amérique latine dans l'ère moderne (1870-1914), les années de prospérité (1914-1930), le temps du populisme (1930-1950), le séisme de la révolution cubaine (1950-1970), les années sombres (1968-1979), les transformations politiques et économiques des années 1980 et 1990, les caractéristiques contradictoires du tournant du siècle et, enfin, l'instabilité et la radicalisation politiques actuelles.

1. Voir Serge Gruzinski, *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Éditions de La Martinière, 2004.

Chapitre 1

L'entrée de l'Amérique latine dans l'ère moderne (1870-1914)

LA RÉVOLUTION industrielle européenne surprend une Amérique latine qui n'a pas encore trouvé son équilibre. Pour certains pays, un demi-siècle d'indépendance n'a pas suffi pour que s'instaure un ordre politique stable. Les formidables bouleversements provoqués par la rupture des liens avec l'Espagne produisent encore des ondes de choc. Presque partout, des hommes forts, des *caudillos*, ont rempli le vide politique laissé par la désorganisation administrative. L'appétit de pouvoir de ces potentats locaux, les rivalités qui les opposent, et la faiblesse des États centraux sont autant de facteurs explicatifs des tensions centrifuges à l'œuvre dans la plupart des sociétés latino-américaines du XIX^e siècle. La prépondérance des *caudillos* s'enracine en un système de domination – le caudillisme – dont l'Amérique latine porte aujourd'hui encore la marque. Les grands débats qui animent ces sociétés – protection des privilèges de l'Église catholique, adoption du centralisme ou du fédéralisme – donnent lieu à de violents affrontements entre libéraux et conservateurs. Les frontières entre les pays étant incertaines, ces désordres intérieurs génèrent de surcroît souvent des conflits. La guerre du Paraguay (1864-1870) ou celle du Pacifique (1879-1883) en sont des illustrations. Dans ce panorama de militarisme et d'instabilité, certains pays comme le Brésil font exception. L'empire esclavagiste issu de l'indépendance s'y maintient jusqu'en 1889. Le Chili aussi, dans une certaine mesure, connaît une stabilité politique précoce. Sur le plan économique, les vecteurs du développement de l'Amérique latine ne sont pas encore apparus, les espaces pas mis en valeur.

Les conséquences de la subite exposition des pays au monde moderne au milieu du XIX^e siècle sont difficiles à surévaluer. La révolution des transports maritimes permet à l'Amérique latine de devenir une source importante de produits de base pour le monde industrialisé. À la veille de la Première

Guerre mondiale, elle fournit un cinquième des denrées alimentaires mondiales. Son développement économique est alors entièrement tourné vers l'extérieur. Plus grande en est sa vulnérabilité. Le formidable démarrage des économies latino-américaines attire par ailleurs une masse considérable d'immigrants qui, à leur tour, viennent nourrir la croissance. Pour des pays comme l'Argentine, l'impact démographique et humain est incalculable. Sur le plan politique, le libéralisme inspire tous les gouvernements. Les *caudillos* se font plus discrets, et partout un ordre politique oligarchique compatible avec les activités économiques tente de se mettre en place. Mais les conditions d'insertion de l'Amérique latine à l'économie mondiale sont aussi sources de dépendance. Au moment des indépendances, la désorganisation des finances coloniales avait laissé les nouveaux pays exsangues. Ils avaient dû lourdement s'endetter, notamment auprès d'établissements bancaires britanniques, grevant leur autonomie. La dépendance économique et financière prend cependant à la fin du XIX^e siècle une tout autre ampleur. Les conséquences politiques en sont importantes. L'évolution du panaméricanisme porte la marque de la montée en puissance des États-Unis et de la faiblesse des pays latino-américains.

L'Amérique latine en quête d'équilibre politique

Dans les années 1870-1880, rares sont les pays latino-américains qui peuvent se prévaloir d'un minimum de stabilité politique. Le mot d'ordre des positivistes comtiens, « ordre et progrès », inspire l'action de nombreux gouvernements, mais leurs méthodes varient de l'autoritarisme éclairé d'un Porfirio Díaz au Mexique, à la dictature brutale d'un Estrada Cabrera au Guatemala. Quelques pays comme le Chili ou le Costa Rica parviennent à faire reposer cette stabilité sur un ordre politique relativement démocratique. Les autres affrontent depuis leur indépendance un processus de construction étatique très chaotique. La prégnance du caudillisme n'y permet pas l'ébauche d'un quelconque ordre libéral et démocratique avant la fin du XIX^e siècle. Il convient de s'arrêter sur les caractéristiques d'un système de domination dont l'Amérique latine ne peut se défaire que tardivement et partiellement.

Le *caudillo* latino-américain est le reflet d'une société caractérisée par un mode de peuplement et un rapport à la terre de type prédateur. L'Amérique latine ne fut jamais une colonie de peuplement. Mus par un désir d'exploitation des sources de richesses locales, les nouveaux arrivants s'installèrent le long des côtes et s'approprièrent de grands domaines à l'intérieur du continent. Il en résulta l'apparition d'une société rurale profondément inégalitaire, en proie à l'anarchie à la suite des indépendances, et dont les critères

de valeur et de puissance reposaient sur la possession de terres. La grande propriété – *latifundio, hacienda, estancia, fazenda, fundo* ou *finca* suivant les régions – était à la fois le moteur de la vie économique des pays et un modèle d'organisation sociale. Il était normal qu'elle devint aussi un modèle politique de gouvernement et que fussent reproduits à l'échelle d'un pays les types traditionnels de relations sociales qui la caractérisaient. Le couple formé par le grand propriétaire, le *patrón*, vivant à l'européenne, et ses métayers, ses *peones*, se débattant dans la précarité et vivant dans une situation de quasi-servage, résume ce type de relations que l'on qualifie de clientélistes. Relations déséquilibrées de dépendance mutuelle, elles reposent sur le besoin de main-d'œuvre du *patrón* et le souci de protection des *peones*. Relations personnalisées, elles sont d'autant plus performantes que le *patrón* est considéré comme faisant partie de la famille des *peones*, devenant souvent le parrain de leurs enfants. Relations verticales enfin, elles dissuadent les *peones* de toute velléité commune de défense de leurs revendications en assurant une satisfaction individualisée de leurs besoins. À ce mode de distribution sociale se greffa la prépondérance prise par quelques chefs de guerre au moment des indépendances, de sorte que certains patrons purent enraciner des loyautés, voire entretenir de véritables armées privées, et passer de la gestion d'une propriété à la domination d'une région. Les élites, administratives, politiques, économiques ou financières, s'accommodaient très bien d'un système de patronage qui leur garantissait la stabilité. Toutes étaient d'ailleurs insérées dans de vastes réseaux de clientèle qui faisaient d'elles les obligées d'un *caudillo*. Quant aux masses de *peones*, elles bénéficiaient des solidarités propres à cette verticalisation des relations sociales.

L'adoption de systèmes fédéraux dans de nombreux pays d'Amérique latine (Argentine, Mexique, Venezuela, Colombie, etc.) n'est pas étrangère à la volonté de ménager les *caudillos* locaux. Elle ne permet néanmoins guère de pacifier la vie politique. Ainsi, en Colombie, le fédéralisme modéré instauré par la constitution de 1858 n'empêche pas qu'en douze ans dix gouvernements soient renversés par les armes. Certes, les processus de construction étatique et d'unification nationale mirent un terme, laborieusement dans bien des cas, au pouvoir des *caudillos*. Mais le caudillisme leur survivra longtemps encore, et pas seulement dans les régimes autoritaires, le qualificatif de « caudillesque » pouvant s'appliquer au style d'exercice du pouvoir de nombreux présidents latino-américains élus démocratiquement.

Le panorama politique de la fin du XIX^e siècle est donc celui d'une totale anarchie.

Tableau politique de l'Amérique latine en 1870 : l'emprise des caudillos

Pays	Chef de l'État	Mode d'accèsion au pouvoir*	Caractérisation de la période
Argentine	Domingo Sarmiento (1868-1874)	Élection	1870-1880 : processus chaotique d'unification nationale
Bolivie	Mariano Melgarejo (1864-1871)	Coup d'État	1879-1883 : guerre du Pacifique, défaite et caudillisme jusqu'en 1884
Brésil	Pierre II (1831-1889)	Abdication de son père, Pierre I	Déclin de l'Empire, puis fondation de la République en 1889
Chili	José Joaquín Pérez (1861-1871)	Élection	1871 : République libérale 1879-1883 : guerre du Pacifique
Colombie	Mandat présidentiel réduit à 2 ans, succession de 15 présidents libéraux entre 1864 et 1886	Élections et intervention de la « garde colombienne »	Guerre civile et instabilité
Costa Rica	Tomás Guardia (1870-1882)	Coup d'État	Retour à l'ordre démocratique en 1882
Équateur	Gabriel García Moreno (1861-1875)	Désignation par l'Assemblée constituante	Dictature catholique, Guerre civile en 1895
Guatemala	Miguel García Granados (1871-1873)	Coup d'État (révolution libérale)	Caudillisme (1873-1885 : Justo Rufino Barrios)
Mexique	Benito Juárez (1861-1872)	Démission du président Comonfort, réélection en 1867	Caudillisme (1876-1910 : Porfirio Díaz)
Paraguay	Francisco Solano López (1862-1870)	Désignation par le président (son père)	Guerre de la Triple Alliance (1864-1870), caudillos jusqu'en 1898
Pérou	José Balta (1868-1872)	Élection	1879-1883 : guerre du Pacifique, défaite et caudillisme
Uruguay	Lorenzo Batlle (1868-1872)	Désignation par l'Assemblée générale	1870-1872 : guerre civile 1876-1890 : dictature militaire
Venezuela	Antonio Guzmán Blanco (1870-1888)	Coup d'État	Caudillos des Andes jusqu'en 1945

* Les modes d'accèsion au pouvoir ne permettent pas de différencier des types de régime. Tous étaient hybrides. Compte tenu des sévères limitations au suffrage, des nombreuses irrégularités qui entachaient son exercice et du caractère coutumier de la pratique du *continuismo* (un président élu décidant d'exercer un second mandat sans se présenter devant les électeurs), les élections n'étaient notamment pas une garantie de démocratie.

Les exemples de l'Argentine et de l'Uruguay vont nous montrer à quel point le processus d'unification nationale fut lent et difficile.

La géographie, il est vrai, condamne l'Argentine aux divisions. Buenos Aires ne s'impose comme capitale de la vice-royauté de La Plata qu'en 1776, alors que dans les régions nord-ouest de l'Argentine un commerce actif existe depuis longtemps avec le Pérou. À l'indépendance en 1820, l'absence d'un centre politique et économique unique provoque d'inévitables divisions. La volonté du port de Buenos Aires d'unifier le pays, et notamment de monopoliser les recettes tirées des droits de douane, se heurte aux pulsions fédéralistes de l'intérieur. Durant une décennie de nombreuses républiques indépendantes se créent dans tout le pays, dominées par de puissants *caudillos*.

La dictature de Juan Manuel de Rosas (1829-1852) met un terme aux conflits. Mais celui-ci ne gouverna pas l'Argentine. S'il s'assure le contrôle de Buenos Aires, il doit négocier avec les *caudillos* qui règnent sur les douze autres provinces regroupées, à l'époque, dans une Confédération des provinces unies du Río de la Plata sans constitution ni union officielle. Des rivalités commerciales entre les provinces du littoral provoquent la chute de Rosas en 1852, vaincu par un autre *caudillo* rural, Justo José de Urquiza. En mai 1853, la Confédération adopte une nouvelle constitution fédérale que Buenos Aires refuse de parapher, car elle stipule que ses activités portuaires sont nationalisées. L'idée d'unité nationale, si puissante au Chili, est encore totalement absente dans les provinces unies du Río de la Plata. La prospérité du port de Buenos Aires et son modernisme tranchent avec le reste de la république. En 1859, une brève guerre civile force Buenos Aires à se joindre à la Confédération. Mais deux ans plus tard, Buenos Aires, sous le commandement de Bartolomé Mitre, défait les troupes des provinces trop divisées entre plusieurs *caudillos*. Élu président en 1862, Mitre inaugure une période de deux décennies de domination libérale pendant laquelle l'unification nationale fait de grands progrès. Les *caudillos* locaux sont peu à peu réduits, et les indiens vaincus. En 1870, l'assassinat de Justo José de Urquiza signifie la disparition de l'opposition fédérale et, en 1880, la question du statut de Buenos Aires est réglée. Le port est détaché des provinces et devient la capitale de la république. À partir des années 1880, l'Argentine entre dans l'ère de la prospérité économique.

La géographie voue aussi l'Uruguay à des difficultés historiques. Coincées entre les deux géants argentin et brésilien, la « bande orientale » est d'ailleurs rattachée un temps au Portugal puis à l'Empire brésilien. En 1825, les « Orientaux » déclarent leur appartenance au territoire du Río de la Plata (Argentine), ce qui occasionne une guerre entre l'Argentine et le Brésil. En 1828, l'Uruguay devient le dernier pays d'Amérique du Sud à acquérir son indépendance. Ces tergiversations auraient pu consolider un nationalisme uruguayen. Il n'en est rien. Le pays, à l'indépendance, dispose d'une constitution

libérale et de ressources économiques provenant de son port, Montevideo, et de ses exportations agricoles (élevage), mais des disputes localistes ne tardent pas à apparaître qui divisent le pays en deux clans. Les *Colorados*, d'un côté, qui s'appuient sur la capitale, deviennent la force politique symbolisant la modernité et les idées libérales. Souffrant de la concurrence de Buenos Aires et commerçant avec le Brésil, ils sont fatalement anti-argentins et, donc, pro-brésiliens. De l'autre côté, les *Blancos* ont leur bastion dans l'intérieur du pays, défendent l'autorité des traditionnels propriétaires terriens et préfèrent les Argentins aux Brésiliens dont ils craignent les tendances expansionnistes. Entre 1843 et 1851, Montevideo est assiégée par les *Blancos* et le dictateur argentin Rosas. Cet affrontement, connu sous le nom de Grande Guerre, se termine sans vainqueur ni vaincu et laisse le pays en ruines. Une première tentative de politique de fusion entre les deux partis échoue en 1851, et le pays plonge de nouveau sous la domination des *caudillos* locaux. Quatre ans plus tard, les chefs des partis signent un Pacte d'union qui ne s'avère guère plus solide. En 1865, le *caudillo colorado* Venancio Flores se saisit du pouvoir, avec l'aide de l'Argentine, mais il est assassiné trois ans plus tard. L'époque est encore à la domination des *caudillos* provinciaux et aux interventions étrangères pour les départager. Ainsi, en 1870, éclate la « révolution des lances » sous la férule du *caudillo* Blanco Timoteo Aparicio. Pour mettre fin au désordre, un militaire s'empare en 1876 du pouvoir pour la première fois de l'histoire de l'Uruguay. Les civils ne retourneront aux affaires qu'en 1890.

Dans ce panorama de luttes centrifuges, le cas du Chili est intéressant tant il permet de mesurer les déficiences ou handicaps des autres pays latino-américains.

La géographie du Chili est aussi une variable importante dont la prise en compte permet de saisir bien des aspects de l'originalité historique du pays. Longue bande de terre, insérée entre la cordillère des Andes et l'océan Pacifique et s'étendant du nord au sud sur plus de 4 000 kilomètres, le Chili est néanmoins au XIX^e siècle un petit pays qui dispose d'un véritable centre politique et économique. La vallée centrale regroupe la majeure partie de la population, composée de deux millions d'habitants en 1875. Cette concentration facilite le processus de construction étatique, le faisant reposer sur une unité nationale rapidement consolidée. La relative homogénéité ethnique des Chiliens (les quelque 200 000 Indiens Araucans vivent au sud du Rio Bío Bío) a, de surcroît, amplement contribué à faire apparaître un puissant et précoce sentiment d'appartenance à une communauté nationale qui épargne au pays les conflits localistes caractéristiques des sociétés divisées en nombreux centres rivaux, comme l'Argentine ou l'Uruguay.

L'élite créole des propriétaires terriens peut facilement imposer un régime politique centralisé. Sa domination ne souffre aucune contestation. Le libérateur Bernardo O'Higgins, le premier, impose un État centralisé et autoritaire,

après l'indépendance acquise en 1818. Les années 1824-1829 sont, en réaction, celles d'un fédéralisme imposé par les libéraux. Puis en 1830 les conservateurs reviennent au pouvoir, instaurant pour trente ans une « République conservatrice » dont la figure emblématique est Diego Portales. La constitution de 1833 reste le symbole d'un ordre oligarchique protégeant les privilèges de l'Église catholique ou de l'aristocratie (majorat) tout en instaurant une démocratie de façade. Tous les cinq ans, ou plutôt tous les dix ans car la réélection est presque automatique, des élections truquées permettent d'entériner la relève au pouvoir. Le régime présidentiel prévu par la constitution permet néanmoins à Portales de consolider l'État central, en dotant notamment le pays d'un gouvernement efficace. L'expérience d'une guerre extérieure donne de plus l'occasion au nationalisme chilien de s'affirmer. Le prétexte en est la création, en 1836, d'une confédération entre la Bolivie et le Pérou qui est perçue comme une menace par Portales. Celui-ci s'assigne alors comme objectif de gagner la « seconde indépendance du Chili ». Assassiné par des militaires mutins en 1837, il n'a pas l'occasion d'assister à la victoire de son pays en 1839. Sa politique de guerre fait indiscutablement du Chili une puissance régionale.

Le général Bulnes, héros de la guerre, est élu président en 1841 et ouvre une période de dix années de stabilité politique, croissance économique et rayonnement culturel. Persécutés par des dictateurs comme Rosas en Argentine, des intellectuels de toute l'Amérique latine trouvent refuge au Chili, attirés notamment par la renommée du recteur de l'Université nationale, Andrés Bello. Cette vie intellectuelle favorise la diffusion des idées libérales. À tel point qu'en 1851, lorsque Manuel Montt succède à Bulnes, l'ordre conservateur est de plus en plus contesté. Les libéraux réclament l'interdiction de la réélection du président, la décentralisation administrative, l'extension du droit de vote et l'abolition de tous les privilèges. Mais ils sont divisés entre un parti libéral encore lié à l'oligarchie, et un parti radical symbolisant les aspirations des classes moyennes. En dépit de progrès économiques remarquables, la république conservatrice avait fait son temps. L'incapacité à le comprendre et le style autoritaire de Montt mènent à une révolte radicale en 1859 qui est durement réprimée. Le président conservateur qui succède à Montt en 1861, José Joaquín Pérez, marque une période de dix années de transition entre l'ordre conservateur et libéral. Peu à peu en effet, surtout sous son deuxième mandat, il doit faire des concessions aux libéraux, en dépouillant son style de gouvernement de tout autoritarisme et, surtout, en établissant la liberté de culte et en interdisant la réélection du président.

En 1871, Federico Errázuriz Zañartu inaugure la « République libérale ». Les réformes sont poursuivies, dans l'enseignement et l'administration notamment, et la loi électorale de 1874 étend le droit de vote à tous les hommes de plus de 25 ans (ou 21 ans pour les hommes mariés) sachant lire

et écrire. Le mandat du successeur d'Errázuriz, Aníbal Pinto, est marqué par une seconde guerre extérieure. La victoire du Chili sur le Pérou et la Bolivie lors de la guerre du Pacifique (1879-1883) a des répercussions importantes. La fierté nationale des Chiliens est une fois encore consolidée et la légitimité des libéraux renforcée. Surtout, cette guerre apporte au Chili des gains territoriaux considérables, puisque les provinces d'Antofagasta, Taracapá et Tacna sont annexées. Grâce à elles, le Chili allait connaître un boom du cuivre et du nitrate.

En dépit de nombreuses crises politiques, l'ordre politique chilien reste remarquablement stable sur la période. Il faut en chercher la cause dans l'œuvre fondatrice de Portales qui sut consolider l'État en s'appuyant sur un substrat social particulier.

Si l'on voulait un dernier exemple, pris en dehors du cône sud, des désordres de l'époque, le Nicaragua en est l'un des meilleurs. Aux déchirements internes, on y voit s'ajouter pour la première fois une perturbation exogène : le Nicaragua est une victime précoce de l'impérialisme nord-américain. Ce petit pays d'Amérique centrale est secoué dès le lendemain de son indépendance (1821) par un conflit entre les conservateurs de la ville de Granada et les libéraux de celle de León. Les incessantes guerres civiles empêchent que se développe le processus de construction étatique. Dans les années 1850, la ruée vers l'or en Californie oblige de nombreux Nord-Américains à chercher un raccourci pour traverser les États-Unis. L'isthme centraméricain, de par son étroitesse, apparaît comme un lieu de passage privilégié. Le Nicaragua, notamment, avec son immense lac central, suscite de nombreux projets de construction d'un canal interocéanique. Les Nicaraguayens profitent de cet intérêt qu'on leur porte pour impliquer des puissances étrangères dans leurs luttes intestines. Bien mal leur en prend. Ainsi en 1855, les libéraux font appel à un mercenaire du sud des États-Unis, William Walker, pour les aider à évincer les conservateurs du pouvoir. La guerre entre libéraux et conservateurs ne tarde pas à se transformer en guerre nationale et même régionale lorsqu'il devient évident que Walker a des visées hégémoniques sur toute l'Amérique centrale. En 1858, l'intrus est vaincu et les libéraux, discrédités, se trouvent encore écartés du pouvoir jusqu'en 1893, date à laquelle José Santos Zelaya devient président pour 16 ans. Il est à noter que le gouvernement des États-Unis a eu un rôle effacé dans cette affaire. Il en va différemment au tournant du siècle. En 1909, alors que les conservateurs tentent pour la quatorzième fois de renverser Santos Zelaya, ils reçoivent l'aide déterminante des États-Unis. En août 1910, le Congrès nicaraguayen ayant nommé un successeur libéral à Santos Zelaya, les troupes nord-américaines débarquent au Nicaragua. Elles y restent jusqu'en 1933 (avec une interruption entre août 1925 et mai 1926).

Les bouleversements économiques

Il faut d'emblée reconnaître que l'impulsion de la modernisation économique de l'Amérique latine a une origine externe. La croissance des économies européenne et nord-américaine provoque une robuste et rapide demande de matières premières dont l'Amérique latine se trouve être bien dotée. Les pays qui, les premiers, parviennent à stabiliser leur vie politique sont les mieux placés pour répondre à la demande. Au Brésil, au Mexique, en Argentine et au Chili, l'État consolidé est en mesure de créer les conditions propices au développement économique. D'autres pays, comme le Venezuela ou le Guatemala, qui traversent de longues périodes de stabilité dues à la domination de *caudillos*, connaissent de spectaculaires progrès économiques. Ils inspirent confiance et le commerce comme les investissements étrangers s'y dirigent avec enthousiasme. Dans tous les cas, la stabilité politique et la croissance se renforcent mutuellement. La hausse des recettes d'exportation permet aux gouvernements de reporter les réformes fiscales, alors que le climat de prospérité donne une incontestable assise aux classes dirigeantes. Un ordre oligarchique stable se met en place.

Non pas que l'Amérique latine ait été isolée des circuits du commerce international avant la première moitié du XIX^e siècle. On connaît des exemples de produits latino-américains (métaux précieux, sucre) qui s'intègrent très tôt au marché mondial. Mais un tournant est définitivement pris dans la deuxième moitié de ce siècle. L'insertion des pays à l'économie mondiale se fait en fonction de ce que l'on a pu qualifier de division internationale du travail. Chaque pays se spécialise dans une production. Classiquement, trois groupes de production ont été repérés – produits agricoles (Argentine, Uruguay), produits agricoles tropicaux (Brésil, Colombie, Équateur, Amérique centrale et Caraïbes) et minerais (Mexique, Chili, Pérou, Bolivie) –, certains pays comme le Venezuela et le Mexique ayant une production variée.

La région du Rio de la Plata (Argentine, Uruguay) se spécialise très tôt dans l'élevage et la culture des céréales. Profitant des vastes zones herbeuses de la Pampa, l'Argentine peut développer une agriculture extensive. L'élevage devient rapidement une activité très rentable et l'Argentine un des principaux exportateurs mondiaux de viande. La généralisation des transports frigorifiques à partir des années 1880 facilite encore le commerce avec l'Europe. La viande de mouton, d'agneau, de bœuf, mais aussi le cuir ou la laine font la fortune de ces deux pays. Les exportations argentines de laine, par exemple, passent de 1,6 million de kilos en 1840 à 45 millions en 1860 pour atteindre 100 millions en 1880 et 200 en 1890. Par ailleurs, l'Argentine, qui importait de la farine jusqu'en 1870, devient à cette date exportatrice de céréales. Le blé et le maïs s'installent aux deux premières places des produits d'exportation. Ainsi entre 1880 et 1890, les recettes d'exportation de blé sont multipliées

par 23. Grâce à ces produits d'exportation, l'Argentine est avant la Première Guerre mondiale un pays européenisé dont le niveau de vie dépasse celui de l'Espagne ou du Portugal. Mais sa vulnérabilité est immense puisque le niveau de la demande européenne détermine entièrement le taux de croissance de l'économie.

Ce schéma de dépendance due à la mono-exportation caractérise l'ensemble de l'Amérique latine.

La spécialisation dans les produits agricoles se retrouve aussi en dehors de la zone tempérée. Ainsi le Brésil connaît à partir des années 1850 un extraordinaire développement de la culture du café, favorisé par l'immense réserve de terres vierges dont dispose ce pays peu peuplé. Les exportations passent de 200 000 tonnes annuelles en 1870, à 300 000 en 1880 et 700 000 en 1900. À cette époque, les deux tiers des recettes d'exportation du Brésil sont assurées par le café et ce pays accapare 70 % de marché mondial. Les autres produits d'exportation s'en trouvent éclipsés. Le sucre (de canne) souffre de la concurrence cubaine puis européenne (betterave). Le tabac et le cacao, d'anciennes productions, végètent, tandis que le coton connaît un certain succès. En revanche, comme le café, le caoutchouc est dans ce pays à l'origine d'un véritable boom. La production passe de 8 000 tonnes en 1880 à 70 000 en 1914, avant de s'écrouler et de disparaître complètement dans les années 1920. La géographie du Brésil se trouve bouleversée par ces évolutions économiques. Un pays nouveau apparaît au tournant de ce siècle. La région de São Paulo et le sud du Brésil profitent du boom du café et l'Amazonie de celui du caoutchouc. Le nord-est, en revanche, souffre du déclin des cultures tropicales (sucre surtout).

La Colombie et le Venezuela savent aussi avec profit se consacrer à la culture du café. Ce produit représente jusqu'à 70 % des exportations colombiennes en 1890. Aucun autre produit d'exportation ne peut ébranler cette domination du café.

En Équateur, le cacao est à l'origine de la prospérité de la ville de Guayaquil pendant les années 1870. Les exportations passent de 5 000 tonnes en 1840 à 12 000 en 1870, représentant à cette date les trois quarts des recettes du pays.

En Amérique centrale, les premières plantations de bananes apparaissent dans les années 1870. L'installation de grandes compagnies nord-américaines, surtout la *United Fruit Company*, transforme la vie économique et politique de ces petits pays, à tel point qu'on les qualifie de républiques bananières. Ainsi par exemple, au Costa Rica, un contrat signé en 1884 avec l'entrepreneur nord-américain Keith prévoit l'octroi de 350 000 hectares de terres (soit 8 % du territoire national) en échange de la construction d'un chemin de fer et une concession de 99 ans sur son utilisation. Le chemin de fer terminé en 1890, Keith devient le plus grand exportateur de bananes et crée en 1899 la *United Fruit Company*. En 1915, la banane représente 45 % des recettes

d'exportation du Costa Rica, derrière le café. Un président de l'époque se lamente que l'économie du Costa Rica dépende de la seule commercialisation de « desserts » aux pays développés. Une semblable dépendance s'installe à Panama, au Honduras, au Nicaragua et au Guatemala. Le Honduras est dès le début du siècle le premier producteur mondial de bananes. En 1903, ce produit représente 42 % de ses recettes d'exportation.

Dans d'autres pays, la production minière est à la base du renouveau économique.

Tel est le cas au Chili. L'argent, le blé et le cuivre étaient déjà des produits d'exportation avant les années 1870. De fait, le Chili était à l'époque le premier exportateur mondial de cuivre. Puis cette industrie extractive connaît un déclin dû à l'épuisement des gisements. Après avoir atteint un maximum supérieur à 50 000 tonnes par an, la production chute de moitié au tournant du siècle, avant de redémarrer de façon spectaculaire. La mise en exploitation de nouvelles mines à ciel ouvert, grâce à des techniques modernes et aux capitaux étrangers, redonne au Chili sa position dominante sur le marché mondial avec plus de 100 000 tonnes par an en 1915. Ces fluctuations du commerce du cuivre sont amorties par les autres produits d'exportation chiliens, notamment le blé, la laine ou la viande. Surtout, les nitrates connaissent un véritable boom. La guerre du Pacifique (1879-1883) donne au Chili des régions désertiques riches en minerais (désert d'Atacama) qui appartenaient à la Bolivie et au Pérou. Le Chili dispose alors d'un quasi-monopole mondial, ce qui lui permet de fixer des prix d'autant plus élevés que la demande d'engrais est forte dans une Europe qui développe la culture de la betterave. La production de nitrates passe de 300 000 tonnes en 1880 à plus de 2 millions en 1913.

En Bolivie, l'industrie minière avait déjà fait la fortune de l'Audience de Charcas pendant la période coloniale, mais était entrée en crise au XIX^e siècle. Dans les années 1860, la demande mondiale d'argent augmente et la production bolivienne passe de 90 tonnes en 1865 à 220 en 1875. Alors que la Bolivie était en 1890 l'un des principaux producteurs mondiaux d'argent, les cours chutent brutalement et cette industrie décline. L'étain prend alors la place de l'argent dans le commerce extérieur de la Bolivie. La découverte de vastes gisements dans la montagne de Catavi permet à la Bolivie de devenir le deuxième producteur mondial de ce minéral.

Le Pérou bénéficia aussi pendant longtemps de richesses minières. Mais la guerre du Pacifique oblige ce pays à diversifier ses ressources, ce qu'il fait en profitant de sa variété de sols et de climats. Ainsi les zones montagneuses se spécialisent dans la production de laine et de minerais (or, argent, cuivre), la côte se consacre à la canne à sucre et au coton et l'intérieur du pays au café, à la feuille de coca et au caoutchouc. Au tournant du siècle, le sucre, le coton, le cuivre et le caoutchouc sont les principaux postes d'exportation.

Dans les années 1890, le Mexique est également un grand producteur de métaux, principalement précieux (or, argent). Entre 1873 et 1878, l'adoption de l'étalon-or par la plupart des pays européens stimule la demande pour ce métal, ce dont profite le Mexique. Mais ce pays peut aussi exploiter d'autres métaux comme le cuivre, dont il devient le second producteur mondial entre 1882 et 1901. Néanmoins, le Mexique ne se cantonne pas dans l'exploitation de minerais. Plus qu'aucun autre pays d'Amérique latine, et sans doute en raison de sa proximité du marché nord-américain, le Mexique se caractérise très tôt par une grande diversité de produits commercialisables. Si l'argent représente un tiers des recettes d'exportation dans les années 1910, l'or compte pour 15 % et le cuivre et l'agave pour 10 % chacun. D'autres produits comme le café, le caoutchouc, les fruits, le tabac ou la bière constituent un apport non négligeable. C'est à cette époque que les hydrocarbures commencent à prendre une importance croissante.

Les conditions dans lesquelles s'opère l'insertion des économies latino-américaines au marché mondial ont des conséquences profondes et durables. Deux d'entre elles méritent une mention toute particulière. Les différents types de spécialisation induisent, en premier lieu, des capacités de développement très variées. Ils autorisent, en second lieu, des taux de pénétration des capitaux étrangers sans commune mesure d'un pays à l'autre. En somme, pour chaque pays se met en place une combinaison particulière de développement et de dépendance.

Le développement est une notion polysémique dont le maniement requiert des précautions. Il s'agit de bien s'entendre sur les indicateurs que l'on doit utiliser. Croissance du produit intérieur brut, répartition des richesses dans la population, effet d'entraînement des activités d'exportation sur les autres secteurs de l'économie, progrès du capitalisme, industrialisation, moindre dépendance, sont quelques-uns des critères simples les plus couramment retenus. On peut aussi les combiner ou même ambitionner de donner au terme développement une acception plus large qui comprenne une dimension sociale, culturelle ou politique. La dépendance n'est pas un concept plus aisé à manipuler, bien que les investissements étrangers soient aisés à mesurer.

Qu'en est-il exactement ?

Les économies exportatrices de produits agricoles (Argentine, Uruguay), en raison de leur exploitation extensive de vastes zones inhabitées, doivent se doter d'un système de transport efficace. Le réseau argentin de voies ferrées passe ainsi de 2 516 kilomètres en 1880 à 9 397 kilomètres en 1890, puis à 33 500 en 1914. Le tracé des voies (des ports vers les zones de production) ne correspond guère aux besoins nationaux, mais le maillage du pays contribue à unifier un marché intérieur. Par ailleurs, les activités d'exportation donnent naissance à une série d'industries nouvelles. Les céréales sont souvent

exportées sous forme de farines, ce qui occasionne la construction de nombreux moulins. L'élevage provoque l'apparition d'une industrie textile (laine), de tannage (cuir), sans compter que le bétail doit être abattu (abattoirs) puis la viande congelée et emballée. De surcroît, la recherche de meilleurs rendements stimule la production d'engrais et toute l'industrie chimique s'en ressent.

Surtout, et nous touchons là un point essentiel, l'importance des capitaux étrangers n'empêche nullement que les activités d'exportation principales restent entre les mains de la bourgeoisie nationale. L'afflux de ces capitaux, britanniques avant tout, n'en provoque pas moins une modernisation du système bancaire.

Pour toutes ces raisons, l'économie d'exportation dans un pays comme l'Argentine profite à l'ensemble de la population. La prospérité se répand dans toutes les couches de la population, et le pays peut absorber des masses considérables d'immigrants.

Les pays exportateurs de produits tropicaux offrent un panorama différencié.

La spécialisation dans la culture du café, notamment, a des conséquences bien particulières. Dans la région de São Paulo au Brésil, la vallée d'Antioquia en Colombie ou le plateau central au Costa Rica, le café est à l'origine d'une indéniable prospérité. Il entraîne une amélioration des infrastructures et un début d'industrialisation. En effet, à la différence du textile, les procédés de lavage, triage et séchage du café ne peuvent être importés d'Europe et donnent lieu à des solutions technologiques différentes d'un pays à l'autre. Par ailleurs, la dépendance se fait certes sentir à l'heure de la fixation des cours (qui s'effectuait, et s'effectue toujours, à Londres), mais sur place, les capitaux étrangers viennent nourrir une structure productive déjà existante qui reste par conséquent largement aux mains des nationaux. Là réside la différence avec d'autres produits tropicaux qui sont exploités dans le cadre d'économies d'enclave. La culture de la banane en Amérique centrale est l'archétype de l'enclave. Les grandes plantations, créées par des compagnies étrangères (nord-américaines essentiellement), échappent totalement au contrôle des oligarchies locales. Les pays n'en tirent que de maigres ressources (sous forme de royalties) car les bénéfices sont entièrement rapatriés. Des lignes de chemin de fer sont bien construites, reliant les ports aux plantations, mais aucun transfert de technologie n'a lieu.

Les mêmes enclaves se retrouvent dans les pays spécialisés dans l'industrie d'extraction minière. Ainsi par exemple au Chili, l'industrie des nitrates, qui était nationalisée lorsqu'elle était péruvienne, est privatisée après la guerre du Pacifique et tombe alors aux mains des capitaux étrangers. Cette perte de contrôle des nitrates s'étend à d'autres secteurs, tant et si bien qu'en 1901, 55 % des capitaux industriels au Chili sont britanniques.

C'est sans doute au Mexique qu'apparaissent le plus clairement les contradictions du processus de modernisation. Le régime de Porfirio Díaz (1876-1910), le « Porfiriato », fait montre d'un indéniable volontarisme modernisateur sous l'impulsion d'un groupe d'intellectuels, les *científicos*. Parallèlement à une croissance économique sans précédent, les voies ferrées passent de 572 kilomètres à 19 205 entre 1873 et 1910. Comme en Argentine, des régions entières se trouvent désenclavées, ce qui stimule diverses activités économiques comme le textile (ligne entre Mexico et Veracruz construite en 1873 et reliant Puebla, le principal centre textile du pays) ou l'extraction de minerais (régions de Sonora et Chihuahua), et contribue à la diversification des recettes d'exportation que nous avons déjà notée. Mais dans le même temps, le chemin de fer est construit essentiellement grâce à des capitaux britanniques (fondation en 1873 à Londres de la *Ferrocarril Imperial Mexico*), puis à partir de 1899, les États-Unis investissent des sommes importantes dans la construction d'infrastructures dans le nord du Mexique. Nombreux sont alors ceux qui accusent Díaz d'avoir livré le pays aux capitaux étrangers. Par ailleurs, seule une minorité de Mexicains bénéficient de ces années de modernisation, laissant l'immense majorité d'entre eux dans la précarité. La situation dans les campagnes, notamment, se détériore. Les progrès du chemin de fer, associés aux effets des lois de réforme, entraînent dans les années 1877-1884 un processus de concentration de terres augurant de difficultés majeures.

En somme, un bilan équilibré doit faire état des intentions des « modernisateurs » de l'époque, qu'il s'agisse des *científicos* du Porfiriato ou des mêmes adeptes du positivisme européen en Argentine, au Brésil ou en Colombie. Pour ces intellectuels libéraux, les gouvernements doivent se consacrer à créer des conditions favorables à la croissance économique, ce qui signifie avant tout la construction d'infrastructures comme les chemins de fer. La priorité est à l'exportation de matières premières et à l'importation de produits manufacturés. Le développement des sociétés, au sens élargi que nous avons mentionné plus haut, n'entre pas en ligne de compte. Jugée à cette aune, la modernisation a des résultats spectaculaires dont il convient d'examiner maintenant les retombées sociales puis politiques.

Les reclassements sociaux

À partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, les structures sociales des pays latino-américains connaissent un complet bouleversement.

La population de l'Amérique latine, 1850-1930
(en milliers d'habitants et en %)

	1850	1900	1930	1850-1900	1900-1930
Amérique du Sud tempérée					
Argentine	1 100	4 693	11 936	2,9	3,1
Chili	1 443	2 959	4 365	1,4	1,3
Paraguay	350	440	880	0,4	2,3
Uruguay	132	915	1 599	4,0	1,9
Sous-total	3 025	9 007	18 780	2,2	2,4
Amérique du Sud tropicale					
Bolivie	1 374	1 696	2 153	0,4	0,8
Brésil	7 230	17 980	33 568	1,8	2,1
Colombie	2 065	3 825	7 350	1,2	2,0
Équateur	816	1 400	2 160	1,1	1,5
Pérou	2 001	3 791	5 651	1,3	1,4
Venezuela	1 490	2 344	2 950	0,9	0,8
Sous-total	14 976	31 036	53 832	1,5	1,9
Caraïbes					
Cuba	1 186	1 583	3 837	0,6	3,0
Porto Rico	495	959	1 552	1,4	1,6
Rep. Dominicaine	146	515	1 227	2,4	2,9
Haïti	938	1 560	2 422	1,0	1,5
Sous-total	2 765	4 617	9 038	1,0	2,3
Mexique et Amérique centrale					
Mexique	7 662	13 607	16 589	1,0	0,8
Costa Rica	101	297	499	2,2	1,7
El Salvador	366	766	1 443	1,0	2,1
Guatemala	850	1 300	1 771	0,9	1,0
Honduras	350	500	948	0,7	1,5
Nicaragua	300	478	742	0,9	1,5
Panama	135	263	502	1,4	2,7
Sous-total	9 764	17 211	22 494	1,1	0,9
Total	30 530	61 871	104 144	1,4	1,7

(Source : Nicolás Sánchez-Albornoz, « La población de América latina, 1850-1930 », p. 108 dans *Historia de América latina*, tome 7, sous la direction de Leslie Bethell, Cambridge University Press, Editorial Crítica, 1991.)

La population, en premier lieu, est multipliée par deux entre 1850 et 1900. Cette croissance affecte certains pays plus que d'autres.

Les populations des pays de l'Amérique latine tempérée connaissent des taux de croissance exceptionnels, essentiellement en raison d'une immigration européenne massive. Le cas de l'Uruguay est caractéristique : en 1868, 68 % de sa population est née à l'étranger. L'Argentine, de son côté, est le pays qui accueille le plus d'Européens – plus de quatre millions –, de sorte